



La crise sanitaire devient

/// De nombreux Fribourgeois, y compris du sud du canton, font appel aux associations pour obtenir une aide alimentaire ou payer leurs factures.

/// Avec le coronavirus, une nouvelle couche de la population est menacée de pauvreté. Les petits salaires et les emplois précaires ont été frappés de plein fouet par la crise.

/// Quatre personnes témoignent. Employée dans la restauration ou femme de ménage, elles ont vu leurs revenus diminuer drastiquement.

DOMINIQUE MEYLAN

PRÉCARITÉ. A la permanence sociale de la Croix-Rouge fribourgeoise, le téléphone n'arrête pas de sonner. «Oui, c'est intense, reconnaît Sonia Jungo, responsable de service. Il y a eu la crise sanitaire et maintenant une autre crise commence. Je suis assistante sociale depuis quinze ans et je n'ai jamais vu cela. C'est effrayant.»

Une opération exceptionnelle de récolte de biens de première nécessité a lieu dans toute la Suisse romande jusqu'à samedi. «Caddies pour tous» doit permettre de renflouer les frigos des associations, qui sont très sollicitées actuellement. Le coronavirus a plongé dans la précarité de nombreuses personnes. Le sud du canton n'est pas épargné, loin de là. Mais la situation observée dans le canton de Fribourg ne ressemble pas à celle de Genève.

Beaucoup de Suisses

Claude Maillard, présidente de l'association St Bernard du Cœur, à Morlon, qui redistribue les invendus alimentaires, ne cautionne pas le buzz autour des files alimentaires constituées majoritairement de sans-papiers. «C'est tout le contraire ici. Nous avons énormément de Suisses, ils ont autant de besoins.»

La Croix-Rouge fait le même constat. «Ce sont beaucoup des gens au chômage technique, des employés de la restauration, des coiffeurs, des chauffeurs de taxi et des indépendants. Tous ces emplois qui, à la base, sont mal payés. La pandémie les a fait plonger», explique Sonia Jungo.

Plus de 80% des nouvelles demandes à la Croix-Rouge émanent de personnes qui n'avaient jamais eu besoin d'aide auparavant. Yves Charrière, qui gère

l'antenne gruérienne des Cartons du cœur, ne peut qu'acquiescer: «Nous avons une nouvelle clientèle qui téléphone, très émue, en disant que c'est la première fois. Ils aimeraient bien se débrouiller seuls, mais ils ne s'en sortent plus. Ils ont payé trop de factures et il ne leur reste plus d'argent.»

La précarité semble menacer une catégorie de la population épargnée jusqu'à aujourd'hui: ces petits revenus parvenaient à tourner en limitant strictement les dépenses. «Nous avons beaucoup de familles avec un salaire de 4000 ou 5000 francs par mois, explique Sonia Jungo. Jusqu'à maintenant, elles arrivaient à vivre, mais sans plus. Avec l'arrêt du travail et 80% du salaire, elles ne s'en sortent plus.»

Le frigo vide

Ces personnes attendent souvent d'avoir le frigo vide pour faire la démarche. «Certains passent plusieurs jours avec un paquet de pâtes. Il y a énormément d'enfants qui sont touchés», rapporte Claude Maillard. «Quand ils viennent, ils sont en détresse. Tout ce qu'on peut offrir, ils l'acceptent», témoigne Sonia Jungo.

Le besoin en nourriture n'est que le sommet de l'iceberg. Ce qui plombe véritablement les ménages, ce sont le loyer et les assurances maladie. «Un homme nous a contactés, raconte Sonia Jungo. Ils sont huit en famille. L'appartement coûte 2000 francs et les primes 900 francs. Cet homme reçoit 3000 francs du chômage, ce n'est pas possible.»

Les personnes qui demandent de l'aide sont souvent en détresse psychologique. Loin d'être anodin, cet aspect est relevé par toutes les associations. «Si j'étais psychologue, je serais riche. Je pourrais pres-

Sonia Jungo, assistante sociale et responsable de service à la Croix-Rouge, fait le même constat: «Si on doit reconfiner, ça va être le drame. Je ne sais pas si les autorités pourraient se le permettre. Ce sont beaucoup les associations qui ont géré cette crise, qui ont sauvé la mise. L'Etat s'est un peu déchargé sur nous.»

Recours à l'aide sociale

Pour Martine Floret, agente pastorale chargée de la solidarité pour l'unité pastorale Notre-Dame de la Compassion, la Covid a montré une réalité cachée: «Les problèmes existaient avant. Le coronavirus a été un révélateur de situation de fragilité et

de précarisation. Il a fait basculer certaines personnes.»

La Conférence suisse des institutions d'aide sociale s'attend à une forte augmentation des demandes ces prochains mois. Le Service social régional de la Gruyère s'y prépare. «Quand les allocations perte de gain et le chômage partiel vont s'arrêter, certaines entreprises pourraient licencier ou ne pas réengager. Des indépendants pourraient se retrouver sans revenu», analyse son responsable André Sallin. Il faudra probablement attendre le milieu de l'été pour voir si ces inquiétudes se confirment.

Les associations qui avaient dû adapter leur activité pendant la pan-

de crise des tonnes d'antidépresseurs», rapporte Claude Maillard. «Il y a une précarité psychique et psychologique, constate Jean-José Ruffieux, président de la section gruérienne de Caritas. Quand nous avons distribué des chocolats, les bénévoles ont passé presque plus de temps à discuter sur le pas de la porte.» Sonia Jungo complète: «Les gens ont peur, cela les panique de ne pas pouvoir payer les factures.»

Les associations ont été très inégalement sollicitées. La Croix-Rouge a délivré 170 nouvelles aides depuis la mi-avril dans tout le canton, y compris dans les districts du Sud fribourgeois. L'association St Bernard du Cœur, principalement active en Gruyère, Veveysse, Glâne et Sarine, a tourné à plein régime et aide 300 familles supplémentaires depuis avril. La section gruérienne des Cartons du cœur observe une montée

Réticences

en puissance, mais elle n'a pas été submergée. Même constat du côté de Caritas. Table couverte, qui a dû renoncer aux distributions de denrées pendant la pandémie, a envoyé des bons à ses bénéficiaires.

Ce recours inégal pourrait s'expliquer par certaines réticences. «Les gens sont parfois un peu gênés de demander, estime Jean-José Ruffieux. Il y a

cette réserve en Gruyère.» Pour Martine Floret, agente pastorale chargée de la solidarité pour l'unité Notre-Dame de la Compassion, les Gruériens ont probablement puisé dans leurs économies et peut-être davantage misé sur leur réseau. «L'augmentation va probablement se manifester quand la situation va devenir exsangue.»

Paradoxalement, le nombre de demandes à l'aide sociale a diminué. «C'est clair qu'il y a



Les Cartons du cœur distribuent chaque jeudi à Bulle des provisions pour plusieurs semaines. Yves Charrière (à gauche sur la photo), responsable de bénéficiaires à raison d'un toutes les cinq minutes. PHOTOS JEAN-BAPTISTE MOREL

Une deuxième vague serait dévastatrice

PERSPECTIVES. Tous les représentants des associations actives dans le sud du canton se disent inquiets pour l'avenir. «Je suis optimiste de nature, mais pas cette fois-ci, commente Claude Maillard, présidente de l'association St Bernard du Cœur. On lève le confinement et je reçois toujours autant d'appels, voire plus. Il y a maintenant des personnes qui ont vécu des mois de galère sans salaire et qui ont épuisé leurs réserves.»

Plus la pandémie dure, plus la situation devient difficile. Beaucoup de familles n'ont pas pu payer l'ensemble de leurs factures. Leurs réserves se sont tariées. Même si la Covid disparaît, elles mettront plusieurs mois à retrouver un équilibre.

de coopération pourrait être repris ailleurs dans le canton. Le coronavirus a aussi montré certains défauts du filet social. Martine Floret dénonce en particulier le remboursement obligatoire de l'aide sociale et l'annonce des bénéficiaires étrangers au Service de la population et des migrants. L'agente pastorale appelle à explorer d'autres modèles de soutien, notamment celui d'épicerie solidaire qui existe dans les cantons de Vaud et Genève. Les bénéficiaires y font leurs courses comme dans un supermarché et paient selon leurs moyens. «Les personnes peuvent choisir leurs aliments et il y a un contre-don.» De quoi redonner un peu de liberté et de dignité. DM

sociale



l'antenne gruérienne, et un de ses bénévoles mettent les cabas sur des chariots et attendent ensuite les

le problème des permis B ou L, analyse André Sallin, chef du Service social régional de la Gruyère. Certains n'osent pas venir ou ne donnent pas suite par peur que leur permis ne soit pas renouvelé.»

Une trentaine de demandes liées à la Covid-19 ont été identifiées. Y aura-t-il plus de requêtes à l'avenir? «C'est un des scénarios que nous avons en tête.» ■

«Nous avons beaucoup de familles avec un salaire de 4000 ou 5000 francs par mois. Jusqu'à maintenant, elles arrivaient à vivre, mais sans plus. Avec l'arrêt du travail et 80% du salaire, elles ne s'en sortent plus.»

SONIA JUNGO, RESPONSABLE DE SERVICE À LA CROIX-ROUGE FRIBOURGEOISE

Différentes propositions au Grand Conseil

Cette augmentation de la précarité dans le canton a déjà fait réagir plusieurs députés. Dans une question, Michel Chevalley (udc, Tatroz) demande au Conseil d'Etat de faire un état des lieux des personnes vivant sous le seuil de pauvreté dans le canton. Il s'intéresse également aux associations qui leur viennent en aide et se soucie des familles qui vivent sans assurance maladie.

Le groupe socialiste a quelques idées concrètes de soutien qu'il détaille dans deux mandats. Il souhaite que l'Etat donne des moyens supplémentaires aux associations qui offrent des aides d'urgence. «Il est également nécessaire d'étudier la possibilité d'octroi d'une forme de soutien financier direct aux personnes en situation de précarité», affirme le mandat. Le groupe socialiste enjoint le Conseil d'Etat à aborder cette thématique de toute urgence. Dans un autre instrument déposé le 19 mai, il propose de faire un geste pour les petits salaires. Ceux qui gagnent moins

de 5000 francs et qui sont au chômage partiel devraient pouvoir récupérer la différence, estime la gauche. Le Grand Conseil doit encore se prononcer sur ces mandats.

Muriel Besson Gumy (ps, Belfaux) et Benoît Piller (ps, Avry-sur-Matran) s'inquiètent, dans une question, des conséquences extraordinaires et de veiller à ce que les bénéficiaires de l'aide sociale ne subissent aucun désavantage en raison de la pandémie. Les étrangers ne devraient pas perdre leur permis de séjour ni être freinés dans leur procédure de naturalisation. Les deux députés veulent connaître les intentions du Conseil d'Etat dans ce domaine. Ils s'inquiètent aussi de savoir comment les personnes concernées seront informées. DM



En pleine galère, elles acceptent de témoigner

Quatre personnes, quatre femmes installées dans le sud du canton, ont accepté de raconter leur histoire. Les trouver n'a pas été facile, tant il semble tabou de parler de précarité en Suisse. Elles ne sont peut-être pas représentatives de l'ensemble des situations. Mais elles ont un point commun: une très grande détresse face à cette situation et une immense inquiétude pour l'avenir.

● LUI: INTÉRIMAIRE, ELLE: FEMME DE MÉNAGE

Pour cette Glânoise de 40 ans, maman d'une petite fille, le coronavirus a marqué le début d'une descente aux enfers. Son mari, personne à risque, est renvoyé à la maison par son médecin et ne peut travailler. Mais, en tant qu'intérimaire, sans contrat fixe, il ne reçoit aucune compensation financière. «Il n'a rien touché, nous n'avions rien», raconte-t-elle. Elle-même fait des ménages pour compléter le revenu de la famille, mais seule une de ses clientes l'a gardée pendant la pandémie. Les autres ont cessé de la payer. «A un moment, nous n'avions plus rien à manger. C'était difficile pour la petite. Nous n'avions pas d'argent pour payer l'assurance maladie.»

C'est avec l'aide de son unique cliente, qui a elle-même connu la précarité dans le passé, qu'elle a pu contacter des associations, qui lui ont apporté de l'aide. «Mon mari vient de recommencer à travailler. Mais son salaire arrivera uniquement à la fin du mois.» La Glânoise a énormément de craintes pour l'avenir. «Même après, pour rattraper, ça va être difficile. Nous allons sûrement nous retrouver aux poursuites. Personne ne va payer pour le temps que mon mari a passé à la maison.» Touchée par sa détresse, sa cliente la soutient: «L'humiliation qu'on nous fait subir, c'est terrible. Nous sommes voués à rester au bas de l'échelle.»

● DANS LA RESTAURATION

Cette Bulloise de 34 ans, maman de deux filles, travaille à 100% dans un restaurant et gagne le principal revenu du ménage. D'origine portugaise, son compagnon n'a pas de salaire fixe, il travaille par intérim et peine à décrocher des mandats en raison de ses difficultés en français. «Je me suis retrouvée au chômage partiel. Le premier mois, quand j'ai reçu ma fiche de paie avec 80% de mon salaire, je me suis dit: mais je fais quoi avec ça?» Obligée de rester chez elle, la Bulloise touche désormais 2400 francs par mois et doit payer plus de 1600 francs de loyer. Elle se concentre sur le logement, la nourriture et les couches, mais laisse de côté certaines factures. Même avec cela, elle peine à joindre les deux bouts.

Cette dynamique jeune femme raconte avoir pleuré de soulagement quand elle a appris que la Croix-Rouge pouvait l'aider pour son loyer. «Je peux laisser toutes les factures de côté, mais pas le loyer. J'ai peur que la régie vienne et me dise de sortir de la maison.» Elle craint pour l'avenir. En temps normal, boucler les fins de mois s'avère déjà difficile. Elle est aux poursuites pour des factures impayées. La jeune femme a dû renoncer à la maman de jour

de sa cadette, ce qui la soulage financièrement, mais qui constitue un obstacle supplémentaire pour son compagnon à la recherche d'un travail. «Je reçois des rappels de factures. Mais si je ne peux pas payer 100 francs, comment je pourrais payer 120 francs? Ça fait beaucoup de pression.»

● RECONVERSION

Au téléphone, cette Bulloise de 58 ans ne peut retenir ses larmes. D'origine portugaise, elle est venue en Suisse pour tenter d'oublier un passé douloureux. A la suite d'un accident du travail, elle touche une toute petite rente invalidité qui ne lui permet pas de vivre. Pour s'en sortir, elle reprend une formation dans le domaine des massages thérapeutiques. Alors qu'elle avait obtenu début mars toutes les autorisations pour pratiquer, le coronavirus est arrivé. «Mon rêve s'est écroulé.» Comme elle n'avait pas encore commencé son activité, elle n'a droit à aucun soutien. Elle doit pourtant payer le loyer de son cabinet et toutes les factures courantes. Son fils, qui habite avec elle, gagne moins de 3000 francs par mois. «Nous nous sommes vus avec le frigo vide», raconte-t-elle. «Cela m'a fait mal d'aller demander de l'aide en sachant que d'autres en ont aussi besoin.» Elle a obtenu un soutien, mais toutes les difficultés ne sont pas oubliées. «Nous sommes en retard sur tout.» Elle aussi a peur des poursuites. Ayant un passé difficile, elle est très touchée psychologiquement par cette situation. «Je suis au lit, je fais des crises d'angoisse et de panique.» Avec le coronavirus, elle pourrait avoir de la peine à relancer son activité de masseuse. «Est-ce qu'on va devoir faire le tour de toutes les églises?»

● VIE DE BOHÈME

Laurence, 43 ans, témoigne d'une autre forme de précarité. Sa rente invalidité lui permet de se nourrir et de se loger. C'est surtout psychologiquement qu'elle a été touchée. Fin février, après quelques mois dans un appartement accompagné de La Tuile, elle décide de repartir sur les routes pour reprendre sa vie de bohème. Au programme, des stages de théâtre et de danse et la perspective de loger à La Tuile ou à l'Armée du salut à Genève.

«Le vendredi 13 mars, tout a commencé à fermer. Tout à coup, il n'y avait plus rien», se souvient-elle. Les lieux d'accueil se limitent aux personnes sans aucun revenu. Laurence se retrouve sans perspectives, sa maladie reprend le dessus et elle est hospitalisée à Marsens.

Après un séjour de deux semaines, sa curatrice lui trouve une chambre dans un appart-hôtel à Bulle. «Je me rends bien compte que c'est un privilège d'être logée.» Mais la solitude lui pèse. «On me demande de ne pas trop sortir. Cela ressemble presque à une recette pour pousser quelqu'un à la dépression.»

La nouvelle normalité l'effraie: «Dans les lieux où j'ai l'habitude de dormir, la distanciation sociale n'est pas possible.» Elle doit déménager cette semaine dans un studio, mais elle souffre de n'avoir aucun projet. «J'attends de pouvoir repartir. Je suis à bout.» DM